

# RAPPORT SUR LA CARTOGRAPHIE DU TRAVAIL HUMANITAIRE DES ORGANISATIONS CARITAS DANS LA RÉGION AFRIQUE



Photo de courtoisie: Caritas Australia

**DÉCEMBRE**  
2020

## Remerciements

Je tiens à remercier le personnel des organisations membres de Caritas Africa d'avoir pris le temps de répondre au questionnaire en ligne et d'avoir participé à une réunion virtuelle pour présenter des premières conclusions et fournir plus d'informations sur le travail.

Je suis reconnaissant aux personnes suivantes de la confédération et de l'organisation membre de Caritas Africa de s'être servies d'une longue interview concernant le travail humanitaire de CA/CAMO: Son Excellence l'évêque Président de CA, Gabriel Anokye, Jenifer Poidatz, Directeur humanitaire de CRS, Alister Dutton, Directeur SCIAF, Pierre Cibambo, Africa DeskCI, Santos, Directeur Caritas Mozambique, Ms Maria Nkese, Directeur humanitariste, Caritas Nigeria, Emmanuel Mbuna, Directeur humanitaire, Caritas Congo.

Il est toute fois possible que ceux qui ont fourni l'information ne soient pas d'accord avec toutes les interprétations/ conclusions de ce rapport. Fergus Conme, chef de la région Afrique, Philippe Mougine, responsable de l'intervention humanitaire et de la technologie technique à la fois de CAFOD et Albert MASHIKA, Coordonnateur Régional et Lucy Esipila, Responsable des Politiques et du Plaidoyer de Caritas Africa, ont examiné la première ébauche avec des commentaires qui ont grandement amélioré le projet.

Les erreurs éventuelles sont toutefois de mon fait (auteur) et ne doivent pas ternir la réputation de ces personnes estimées. Et enfin, un grand merci à Béatrice, Nduta et Christelle pour leur soutien en matière de transcription et de logistique (organisation de réunions, etc.).

**George Wambugu**

**Chargé du Programme Humanitaire – CAFOD,**

**détaché auprès de Caritas Africa à temps partiel en qualité de Chargé de Programme humanitaire depuis août 2020.**

# Table Des Matières

<b>1. Résumé exécutif.....</b>	<b>5</b>
<b>2. Introduction .....</b>	<b>7</b>
2.1 Contexte.....	7
2.2 Objectifs.....	7
2.3 Méthodologie .....	7
2.4 Profil des catastrophes dans la région.....	8
2.5 Interventions d’urgence majeures.....	10
2.5.1 Réponse à la COVID-19 .....	10
2.5.2 Autres interventions humanitaires majeures depuis 2017 .....	11
2.6 Soutiens (financeurs) des organisations membres de Caritas Internationalis (CIMO) et d’autres organisations catholiques .....	12
2.7 Initiatives et systèmes existants de préparation aux situations d’urgence.....	12
<b>2.8 Coordination .....</b>	<b>13</b>
2.8.1 Caritas Pays Forums .....	13
2.8.2 Coordination des CA .....	15
2.8.3 Coordination des groupes sous l’égide de l’ONU .....	16
2.9 Initiatives de renforcement des capacités .....	17
2.10 Équipe régionale d’intervention.....	18
<b>3. Recommandations .....</b>	<b>20</b>
3.1 Au Secrétariat régional de Caritas Africa .....	20
3.2 Aux organisations membres de Caritas Africa.....	20
3.3 Aux CIMO Soutenant Caritas Africa .....	21
3.4 Au Secrétariat général de IC .....	21
<b>4. Conclusion .....</b>	<b>21</b>

## Liste Des Acronymes Et Abréviations

<b>BRICE</b>	renforcer la résilience grâce à l'engagement communautaire intégré
<b>CA</b>	Caritas Africa
<b>CAFOD</b>	Agence catholique pour le développement outre-mer
<b>CMDRR</b>	Gestion communautaire de la réduction des risques de catastrophe
<b>CAMO</b>	Organisation membre de Caritas Africa
<b>CI</b>	Caritas Internationalis
<b>CIMO</b>	Caritas Organisation Membre Internationale
<b>RRC</b>	Réduction des risques de catastrophe
<b>EP&amp;RP</b>	Plan de préparation et d'intervention en cas d'urgence des
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>HCT</b>	Équipe humanitaire pays
<b>HRP</b>	Plan de Réponse l'humanitaire
<b>ICP</b>	Prévention et contrôle des infections
<b>KII</b>	Entrevues avec des informateurs clés
<b>NFI/AME</b>	Produits non alimentaires / Articles Ménagers Essentiels
<b>OCHA</b>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies
<b>UNDP</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>UNHCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>SADI/CAFOD</b>	Approche Sécuritaire, Accessible Digne et Inclusive de CAFOD
<b>SCIAF</b>	Fonds Catholique écossais d'aide Internationale
<b>SWG</b>	Groupe de travail sectoriel
<b>WASH</b>	Assainissement et hygiène de l'eau
<b>WEESCORD</b>	Coordination de l'eau et de l'assainissement de l'environnement
<b>WFP</b>	Programme alimentaire mondial



# 1. Résumé Exécutif

Ce rapport fournit une première cartographie du travail humanitaire de Caritas Africa organisation membre. Les informations ont été collectées par le biais d'une enquête en ligne et en interrogeant les principales agences de financement partenaires de Caritas et le personnel des pays membres. L'objectif de la cartographie était d'identifier les domaines clé qui peuvent être priorités pour soutenir Caritas Africa et ses membres dans le travail humanitaire.

Les résultats ont permis d'établir les principaux risques dans la région, tels qu'ils ont été mentionnés par les répondants à l'enquête : les inondations, la sécheresse, les conflits, les épidémies (choléra, Ebola), les infestations d'insectes (criquets), les cyclones, les glissements de terrain et les tremblements de terre ont tous été mentionnés et classés par ordre de priorité.

***Les 29 membres qui ont participé à l'enquête ont dressé la liste des principales interventions d'urgence, qui démontrent une vaste expérience des membres dans le travail humanitaire, depuis les situations d'urgence précoces jusqu'au travail de relèvement.***

Au moment de l'enquête, tous les membres sauf un, nous répondons à la pandémie de COVID-19 qui appelle au partage d'expérience entre les membres dans ce type d'intervention. Les réponses à l'enquête ont identifié le financement que le CIMO finance actuellement. Il est à noter qu'il y a eu une baisse globale du soutien par rapport aux années précédentes (certains membres faisant état de réductions importantes du soutien).

Il a été constaté que les Forums de coordination des pays de Caritas présentaient certaines faiblesses et les membres ont fait des suggestions sur la manière de les surmonter.

Les principales suggestions concernaient la mise en place d'un groupe de référence humanitaire pour garantir la voix de l'humanitaire dans les forums, le financement des CIMO pour améliorer leur coordination avec les Caritas nationales et, en général, tout ce qui peut améliorer la valeur des forums, garantir que les protocoles et les rôles d'urgence sont bien coordonnés et promus, encourager une communication fréquente et renforcer les réunions zonales.

***L'enquête a souligné qu'environ 17% des membres formés ont quitté leur organisation, ce qui nécessite une stratégie de rétention.***

Les enquêtes ont identifié des griefs à l'encontre des forums de coordination de l'ONU/OCHA, du système de Cluster et des groupes de travail techniques, y compris les barrières linguistiques et les plaintes de mise à l'écart des ONG nationales/locales. Six membres ont indiqué qu'ils avaient réussi à recevoir des fonds via le forum et de manière bilatérale avec les agences des Nations Unies. Il y a cependant place à l'amélioration dans ce domaine. CA, avec le soutien financier d'agences sœurs catholiques, a organisé diverses formations pour ses membres dans le but d'améliorer leurs compétences humanitaires.

## Principales recommandations:

### Le Secrétariat de la CA:

- Initier l'apprentissage des membres et soutenir les membres pour développer des plans de réponse humanitaire,
- Soutenir les pays à haut risque pour développer des plans de préparation et de réponse aux urgences (EP&RP) et d'autres activités de pré-catastrophe,
- Offrir un soutien aux membres qui ont obtenu de mauvais résultats aux forums nationaux et au mécanisme de coordination de la CA.

### Financement des CIMO:

- Soutenir le développement de la croissance de CI, qui se répercutera sur les régions, et soutenir le poste de responsable humanitaire au sein de CA.

### CI:

- Avec la CA, soutenir les membres pour développer la coordination nationale,
- Coordonner avec les membres du Groupe de référence humanitaire de CA au niveau zonal.

### CAMOs:

- Améliorer la participation aux forums des ONG de l'ONU/OCHA et bilatéralement avec les agences de l'ONU,
- Identifier le personnel clé pour participer aux forums et fournir un retour d'information,
- Être bien préparé avec des informations et des données jusqu'au niveau diocésain.
- Profiter de la décentralisation des agences de l'ONU pour discuter des questions clés de la localisation.

## 2. Introduction

### 2.1 Contexte

Caritas Africa a publié son plan opérationnel 2020-2023 en janvier 2020 et a sollicité le soutien de CAFOD pour assurer la coordination, la facilitation et la mise en œuvre de son orientation stratégique 2. Réduire l'impact des crises humanitaires sur les populations affectées dans la région Afrique.

George Wambugu, un agent d'intervention d'urgence travaillant avec CAFOD, a été déployé pour soutenir CA, afin de dresser un premier bilan de ce qui existe actuellement dans le travail des programmes humanitaires, dans le but de faire quelques recommandations initiales et d'examiner ce qui doit être évalué davantage à l'avenir.

Un délai de 3 mois (17 Août - 13 Novembre 2020), à temps partiel (2 jours par semaine), a été convenu. Le travail n'a cependant pas pu être achevé pour le 13 novembre en raison de retards dans les réponses à l'enquête, dont le calendrier a dû être prolongé.

### 2.2 Objectifs

Les objectifs ont consisté à cartographier les éléments suivants:

- Identifier les profils de catastrophes actuels par sous-régions (contextes),
- Identifier les principales interventions d'urgence de Caritas (y compris les interventions dans le cadre de COVID-19).
- Identifier les CIMO actives en Afrique et leurs stratégies générales.
- Identifier les initiatives et les systèmes existants pour la préparation aux situations d'urgence.
- Identifier les forums Caritas actifs
- Identifier les initiatives de renforcement des capacités (par exemple, les formations précédentes dispensées depuis 2017),
- Évaluation de la faisabilité d'une équipe régionale d'intervention d'urgence et le soutien à la rédaction d'un document d'opinion sur la localisation par Caritas Africa.

La cartographie devait contribuer à des recommandations en direction de :

- Le renforcement des capacités de CA et les modèles de préparation et d'intervention en cas d'urgence.
- Un modèle de soutien aux interventions d'urgence.
- Idées à débattre lors d'un premier forum humanitaire de CA.

### 2.3 Méthodologie

La méthodologie utilisée dans cette étude comprend :

- Une enquête en ligne. Il y a eu 29 réponses à l'enquête sur 46 membres.
- Entretiens avec les informateurs clés : 3 soutiens financiers de CIMO (CI, CRS, SCIAF), l'évêque président de CA, et 3 CAMO.
- Réunion virtuelle avec les organisations membres de Caritas Africa pour présenter les résultats préliminaires, demander des éclaircissements et recueillir des informations supplémentaires. La réunion s'est tenue le 22 Octobre 2020 et comptait 25 participants. 14 pays étaient représentés (Nigeria, Soudan du Sud, Eswatini, Guinée, RDC, RCA, Sierra Leone-2, Tanzanie-2, Niger-3, Ouganda, Afrique du Sud, Maurice, Cameroun et Burkina Faso, Total 18 participants). Une équipe de 4 personnes de Caritas Africa et 3 personnes de CAFOD ont apporté leur soutien.

Voici le nombre de membres qui ont répondu à l'enquête par zone.

29 pays ont  
répondu à  
l'enquête  
(60,9 %)

	De	Sur	
ACEAC	3	3	
ACERAC	2	6	
AMECEA	7	9	
CEDOIM	1	4	
IMBISA	7	9	
RECOWA-CERAO	9	15	
	29	46	63.04%

## Constats

### 2.4 Profil des catastrophes dans la région

Les trois risques les plus courants signalés par 29 personnes interrogées (pays) sont : les inondations avec 26 mentions, la sécheresse avec 22, les conflits 14, les épidémies (Choléra, Ebola) 13. Les autres risques mentionnés dans le top 3 de la région sont les cyclones (4) (tous dans la région IMBISA), les infestations d'insectes (criquets) (3), les glissements de terrain (1) et les tremblements de terre (1).

#### Les 3 principaux dangers importants dans les zones

Vous trouverez ci-dessous les trois principaux dangers dans les zones pour chaque pays, tels qu'ils ont été rapportés dans l'enquête en ligne ; tous les pays de chaque zone sont énumérés et les pays qui ont répondu à l'enquête sont soulignés.



Courtesy; CAFOD& Caritas Marsabit

**ACEAC: Burundi, Congo RDC, et Rwanda.** Ces trois pays ont répondu à l'enquête en ligne. Le risque le plus courant est l'inondation. Les épidémies sont communes à la **RDC** et au **Burundi**, tandis que le **Rwanda** connaît des glissements de terrain/séismes, le **Burundi** une sécheresse et la **RDC** un conflit.

**ACERAC: Cameroun, République centrafricaine, Congo Brazzaville, Gabon et Guinée équatoriale.** Deux pays ont répondu à l'enquête en ligne. Les conflits et les inondations étaient communs aux deux pays, tandis que le **Cameroun** a mentionné séparément la sécheresse et le **Congo Brazzaville** les épidémies.

**AMECEA: Erythrée, Ethiopie, Kenya, Malawi, Soudan, Sud Soudan, Tanzanie, Ouganda et Zambie.** 6 pays ont répondu à l'enquête. La sécheresse et les inondations étaient communes à tous ces pays, tandis que les épidémies étaient communes à la **Tanzanie**, au **Kenya** et à la **Zambie**, les conflits étaient spécifiques au **Soudan du Sud** et à l'**Ethiopie**, tandis que le **Malawi** souffrait d'une infestation d'insectes (criquets).

**CEDOIM: Comores, Maurice, Madagascar et Seychelles.** Seul **Madagascar** a répondu à l'enquête en ligne. La sécheresse, les inondations et les cyclones ont été signalés comme les 3 risques prioritaires à prendre en compte à **Madagascar**, dans cet ordre d'importance.



**IMBISA: Afrique du Sud (SA), Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Namibie, Mozambique, São Tomé et Príncipe et Zimbabwe.** 7 pays ont répondu à l'enquête en ligne. La sécheresse était commune à tous. Les inondations sont communes à tous les pays sauf Eswatini et l'Afrique du Sud. Les cyclones sont communs à l'Afrique du Sud, au **Mozambique**, au **Zimbabwe**. Eswatini, l'Angola et la **Namibie** ont connu des épidémies, Eswatini mentionnant également des conflits et l'Afrique du Sud des glissements de terrain.

**RECOWA-CERAO:** Cette zone compte le plus grand nombre de pays et se compose de 15 pays : **Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.** 9 pays ont répondu à l'enquête en ligne. Les inondations sont communes à tous les pays ; les conflits sont communs à tous sauf à la Gambie. La sécheresse est commune au **Niger**, au **Sénégal**, au **Nigeria** et à la **Gambie**. Les épidémies étaient spécifiques au **Bénin**, à la **Côte d'Ivoire** et au **Togo** et les infestations d'insectes au **Liberia** et en **Gambie**.

Tableau présentant les trois catastrophes les plus importantes pour chaque zone, telles que rapportées dans l'enquête. Ils sont classés de 1 à 3, 1 étant le plus important à prendre en compte dans la planification de l'atténuation.

<b>Caritas Congo ASBL – ACEAC</b> 1. Conflit 2. Épidémie 3. Inondations	<b>Caritas Rwanda – ACEAC</b> 1. Inondations 2. Tremblement de terre 3. Glissements	<b>Caritas Burundi - ACEAC</b> 1. Sécheresse 2. Inondations 3. Épidémies	<b>Fondation Caritas Cameroun -ACERAC</b> 1. Conflit 2. Sécheresse 3. Inondations	<b>Caritas Congo - ACERAC</b> 1. Inondations 2. Épidémie 3. Conflit
<b>Caritas Bénin-R-C</b> 1. Inondations 2. Épidémie 3. Conflit	<b>Caritas Côte d'Ivoire -R-C</b> 1. Conflit 2. Inondations 3. Épidémie	<b>OCADES Caritas Burkina – R-C</b> 1. Sécheresse 2. Conflit 3. Inondations	<b>Caritas Niger-R-C</b> 1. Sécheresse 2. Conflit 3. Inondations	<b>Organisation de la Charité pour un Devo / Togo R-C</b> 1. Inondations 2. Épidémie 3. Conflit
<b>Caritas Sénégal – R-C</b> 1. Sécheresse 2. Inondations 3. Conflit	<b>Caritas- Libéria – R-C</b> 1. Inondations 2. Conflits 3. Infestation d'insectes	<b>Caritas Nigeria – R-C</b> 1. Conflit 2. Inondations 3. Sécheresse	<b>Caritas Gambie – R-C</b> 1. Inondations 2. Sécheresse 3. Infestation d'insectes	<b>Caritas SS – AMECEA</b> 1. Conflit 2. Inondations 3. Sécheresse
<b>Caritas Tanzanie – AMECEA</b> 1. Sécheresse 2. Inondations 3. Épidémies	<b>Caritas Kenya - AMECEA</b> 1. Sécheresse 2. Inondations 3. Épidémies	<b>Caritas Zambie – AMECEA</b> 1. Sécheresse 2. Inondations 3. Épidémies	<b>CADECOM/CJP Malawi - AMECEA</b> 1. Sécheresse 2. Inondations 3. Infestation d'insectes	<b>Caritas Afrique AMECEA</b> 1. Sécheresse 2. Inondations 3. Épidémies
<b>Caritas Ethiopie – AMECEA</b> 1. Sécheresse 2. Conflits 3. Inondations	<b>Caritas Afrique du Sud -IMBISA</b> 1. Cyclones 2. Sécheresse 3. Glissements	<b>Caritas Lesotho - IMBISA</b> 1. Sécheresse	<b>Caritas Eswatini - IMBISA</b> 1. Épidémies 2. Sécheresse 3. Conflits	<b>Caritas Mozambique -IMBISA</b> 1. Inondations 2. Cyclones 3. Sécheresse
<b>Caritas Zimbabwe - IMBISA</b> 1. Cyclones 2. Sécheresse 3. Inondations	<b>Caritas Angola - IMBISA</b> 1. Épidémies 2. Sécheresse 3. Inondations	<b>Caritas Namibie - IMBISA</b> 1. Sécheresse 2. Inondations 3. Épidémies	<b>Caritas Madagascar – C-M</b> 1. Sécheresse 2. Inondations 3. Cyclones	

Le profil de catastrophe ci-dessus peut fournir des orientations des risques sur lequel se concentrer dans chaque pays lors de l'élaboration des plans de préparation aux situations d'urgence

## 2.5 Interventions d'urgence majeures

### 2.5.1 Réponse à la COVID-19

La cartographie a également établi que les organisations membres de Caritas Africa (CAMO) étaient toutes fortement impliquées dans les interventions de COVID 19 contre la pandémie. 29 des 30 personnes interrogées dans le cadre de l'enquête ont indiqué qu'elles intervenaient dans le cadre de la pandémie.

Trois types de sources de fonds ont été mentionnés :

- Collecte de fonds locaux/réponse locale
- Fonds réaffectés de projets en cours
- Nouveaux dons et soutien de la communauté internationale spécifiquement pour répondre à la crise du COVID.

Les principales interventions signalées pour la réponse à la crise du COVID-19 comprennent : des formations à la prévention et au contrôle des infections (IPC) pour le personnel de santé des hôpitaux catholiques en utilisant un programme approuvé et en formant le personnel de première ligne aux mesures de promotion de l'hygiène pertinentes pour la prévention du COVID-19 ; une assistance alimentaire et en espèces aux groupes vulnérables, un soutien au personnel affecté directement ou indirectement par les conséquences du COVID (ex. Des programmes d'hygiène comprenant la distribution de kits d'hygiène COVID 19 et de stations de lavage des mains (certaines ont été spécifiquement mentionnées comme pouvant être actionnées à pied), des campagnes de promotion de la santé dans les médias (TV, radio), la sensibilisation des communautés locales et du matériel IEC pour le changement de comportement. Des équipes d'intervention COVID 19 ont été mises en place, et le travail a été aligné sur les plans d'intervention multisectoriels COVID 19 (établis par la coordination multisectorielle, par exemple, l'autorité nationale locale de gestion des catastrophes - NDMA).



Une quantité importante de travail de prévention et d'atténuation du COVID a été réalisée par les CAMO. Il serait important de réfléchir et de documenter les lacunes, les défis et les leçons qui peuvent être reportées. Ceci devrait être discuté lors du Forum humanitaire de CA prévu pour 2021.

## 2.5.2 Autres interventions humanitaires majeures depuis 2017

L'enquête démontre que les CAMO ont une expérience vaste et variée en matière d'intervention d'urgence. Les catastrophes auxquelles ils ont répondu depuis 2017 comprennent, les inondations, la sécheresse, les conflits, les épidémies (Ebola, choléra), le cyclone, les glissements de terrain, le tremblement de terre et les criquets pèlerins. Ces dangers sont énumérés dans l'ordre de gravité perçue. Il est reconnu qu'actuellement, le COVID-19 a l'impact le plus élevé en raison des implications économiques et de l'annulation des gains réalisés dans l'augmentation de la résilience et la réduction de la pauvreté.



Formation CRS sur la manipulation des équipements de protection pendant l'épidémie d'Ebola.

Les membres ont de l'expérience dans les interventions d'urgence, de la phase d'urgence à la phase de rétablissement, et ont énuméré les activités suivantes comme étant réalisées depuis 2017 : Programmes de bons et d'argent liquide (porte-monnaie électronique), distribution de nourriture, distribution de NFI (WASH, cuisine, abri), activités génératrices de revenus, sensibilisation à la santé, distribution de moustiquaires, soutien aux agents de santé gouvernementaux, gestion de la dénutrition, soutien psychosocial (conseil), WASH et irrigation, agriculture, élevage, consolidation de la paix et protection. D'autres interventions comprennent le soutien aux frais de scolarité et aux frais d'examen. La physiothérapie et les frais d'examen étaient spécifiques aux victimes d'incendies au Bénin.

La formation est transversale à toutes les activités et comprend les bonnes pratiques agronomiques, la génération de revenus, les compétences professionnelles, la gestion de la dénutrition et la formation à l'hygiène communautaire pour gérer Ebola/choléra, pour n'en citer que quelques-unes.

Les Caritas membres se sont également lancés dans des activités de prévention des catastrophes et de réduction des risques de catastrophes (RRC). Ces activités comprennent le développement et la gestion des ressources en eau, la reforestation et la distribution de semences et de cultures résistantes à la sécheresse. D'autres activités comprennent la veille humanitaire, la collecte et le partage d'alertes aux catastrophes avec OCHA et CI, la formation à la RRC/CMDRR/BRICE, le développement de plans de préparation et de réponse aux urgences et le plaidoyer auprès des gouvernements locaux et nationaux.



D'autres interventions comprennent le soutien aux frais de scolarité et aux frais d'examen. La physiothérapie et les frais d'examen étaient spécifiques aux victimes d'incendies au Bénin.

Caption ; Forage de Burgabo, à Marsabit, Kenya



## 2.6 Soutiens (financeurs) des organisations membres de Caritas Internationalis (CIMO) et d'autres organisations catholiques

Les 29 CAMO qui ont répondu à l'enquête ont toutes répondu à la question des CIMO qui les soutiennent actuellement ainsi que celles qui les ont soutenues dans le passé.

CRS 18, CI 10, CAFOD 9, Caritas Italie 8, Caritas Japon 8, Misereor 7 (membre de la CIDSE), Caritas. Belgique 6, Caritas. Allemagne 6, Caritas Espagne 6, sont les 8 principales organisations catholiques qui soutiennent actuellement les CAMO.

SIR: CS18,	IC: CS10,	CAFOD: CS9,	C. Italie: CS8,	C. Japon: CS8,	Misereor: CS7,	C. Belgique: CS6,
C. Allemagne: CS6,	C. Espagne: CS6,	C. Corée CS5,	Trocaire: CS5,	Dicastère IHD: CS5,	C. Autriche: CS5,	Secours Catholique: CS3,
SCIAF: CS4,	Fonds de solidarité Caritas Afrique, CS3:	Cordaid: CS3,	C. Australie: CS3,	C. Danemark: CS3,	C. Suisse: CF2,	Fastenopfer: CF2,
C. Luxembourg: CS1,	C. Nouvelle- Zélande, CF1,	<b>Autres qui ont fourni un soutien:</b> Caritas Norvège (Soutien actuel), Caritas Canada ; Caritas Tchèque travaille avec CAFOD avec le financement du Ministère tchèque des Affaires étrangères, Caritas Séoul, (OBOS), Caritas Suède, CANADA, Taïwan, MACAO, Slovaquie. Membres de l'Alliance Act (NCA) et du CIDSE (Manos Unidas). Caritas Suède pour EA 2019 et la Fondation ALBIHAR (Espagne).				

### Actuellement, le financement de projets

L'enquête montre que le soutien historique à Caritas Africa a été fort. Cependant, sur les 8 organisations de soutien précédemment enregistrées, seules 5 soutiennent actuellement les CAMO. Parmi ceux qui ont réduit leur soutien, le Secours Catholique (Caritas France) a réduit son soutien de 12 à 3 projets et Caritas Luxembourg a réduit son soutien de 8 à 1 projet.

Cette information s'appuie toutefois sur 29 CAMO qui ont répondu au sondage en ligne et pourraient changer si les 46 avaient répondu. Il est donc important d'assurer un suivi pour comprendre si la baisse est due à la rareté des ressources, au recentrage des ressources ou si le financement était à court terme et motivé par une urgence particulière.

## 2.7 Initiatives et systèmes existants de préparation aux situations d'urgence

Dans le cadre stratégique de la CA 2019-2023, l'orientation stratégique 2 est axée sur la réduction de l'impact de la crise humanitaire des populations touchées dans la région africaine, tandis que l'objectif stratégique est de consolider les capacités de préparation et de réponse des organisations de pays africains avant les situations d'urgence. Ceci est généralement bien aligné sur le protocole de CI pour la coordination de la CI dans les interventions d'urgence, qui indique le rôle des Régions Caritas comme suit : renforcer la capacité d'intervention d'urgence parmi ses membres et former le personnel pour le déploiement d'urgence. On s'attend également à ce que le Caritas régional identifie du personnel expérimenté parmi ses membres et propose qu'il soit proposé pour les groupes de travail sectoriels de la CI ou le bassin de coordonnateurs. Les autorités régionales devraient également être en mesure de promouvoir le partage d'informations et la collaboration dans les situations d'urgence dans un pays tiers.

Dans le sondage en ligne mené, 15 répondants sur 30 ont indiqué qu'ils avaient mis en place des plans de préparation aux interventions d'urgence (PEetRP). 7 étaient à jour, 2 au-delà du délai et devaient faire l'objet d'un examen, tandis que 6 ont déclaré qu'ils étaient encore en train d'élaborer les leurs.



Un membre a déclaré qu'il avait un plan d'urgence dans le cadre du programme du HCR pour les réfugiés, mais qu'il avait besoin d'une formation pour comprendre comment agir au mieux pour différents types de situations d'urgence. Caritas Africa doit consolider son rôle ici en engageant de manière proactive les membres à renouveler leurs EP&AMP et à soutenir ceux qui les développent pour compléter ce qu'ils ont commencé et aider ceux qui n'en ont pas à en préparer de nouveaux, initialement, la CA peut se concentrer sur les pays à haut risque et ensuite passer à d'autres pays dans les zones moins exposées aux risques.

## 2.8 Coordination

### 2.8.1 Caritas Pays Forums

En ce qui concerne la question de savoir si les partenaires avaient des forums Caritas actifs, au niveau de leurs pays, 22 répondants sur 30 ont indiqué qu'ils avaient des forums actifs. Sur la question de savoir ce qui a été généralement discuté dans le forum, 7 répondants ont indiqué que les questions humanitaires ont été discutées, 4 ont dit qu'il s'agissait de développement et 11 ont dit qu'il s'agissait d'un mélange de questions humanitaires et de développement. En ce qui concerne la fréquence des réunions qui se sont tenues de janvier à décembre dans les années 2017 à 2020, les résultats sont tels que compilés ci-dessous, le mois 1 étant janvier et le 12 décembre.

Le nombre de membres de Caritas qui ont organisé des forums de Caritas par pays entre 2017 et 2020

	4	3	3	4		1			1	1		
	3	2	7	1				1	1	1		
	4	8	1	3				2		1		
	3	3	3	1	2	1	1		1		1	

De l'analyse de chacun des 29 répondants à la question de savoir à quelle fréquence ils ont eu un forum Caritas de 2017 à ce jour (2020), 12 se sont rencontrés une fois par an (4 fois chacun), deux se sont rencontrés 3 fois chacun, 2 se sont rencontrés seulement deux fois chacun, 3 se sont rencontrés 1 fois chacun tandis que 10 n'ont pas eu de forums Caritas de 2017 à 2020.

Il avait été demandé aux participants de noter les avantages qu'ils tirent du Forum Caritas sur une échelle de 1 à 5, l'un étant le plus bas et cinq le plus élevé. Il y avait un mélange de réponses avec 5 fournissant une note de 1 et 2-, et 5-membres marquant la moyenne (3). 13 ont obtenu un score supérieur à la moyenne (4 et 5).

Score par les CAMO des avantages tirés des Forums Caritas.

1	2	9	18
2	2	9	
3	5	22	22
4	9	39	56
5	4	17	

Les personnes interrogées ont fait quelques suggestions sur la manière dont la composition, les activités et le fonctionnement du forum pourraient être améliorés, notamment: une communication fréquente, la mise en place de bureaux humanitaires diocésains et nationaux permanents avec un personnel désigné, la mise en place d'un forum Caritas fort pour guider et coordonner l'action collective des différentes branches de Caritas dans le pays, des réunions régulières et fréquentes avec un ordre du jour consensuel et un suivi des décisions, la présence obligatoire des responsables de programmes, le renforcement des réunions de zone, incluant à la fois les organisations Caritas et non Caritas, la garantie de la participation des partenaires Caritas sœurs pour renforcer la valeur du forum et améliorer le fonctionnement des forums au niveau diocésain.

Les informations recueillies lors de l'entretien avec les informateurs clés ont révélé que les forums nationaux ont une grande valeur et que CA devrait être un soutien clé des forums nationaux, garantissant ainsi que les membres Caritas se réunissent régulièrement.

Certains membres des forums nationaux ont fait remarquer qu'il y avait des problèmes concernant les rôles et les protocoles et la façon dont ils entrent en jeu dans une intervention et qu'il est nécessaire de s'assurer que les protocoles pendant une intervention sont bien coordonnés et promus. Il a été suggéré que les membres de l'équipe de référence humanitaire doivent s'assurer qu'il y a une voix humanitaire dans le forum national. La CA devrait prendre note du financement des CIMO qui travaillent en dehors de la structure du Forum national. Les organisations qui travaillent sans la bénédiction de la Caritas nationale doivent être encouragées à travailler au sein de la structure et à respecter les protocoles du Forum Caritas. Même les CIMO qui fournissent une aide à distance doivent informer la Caritas nationale de laide qu'elles apportent, y compris de la portée de tout engagement avec des partenaires non Caritas/non catholiques, afin d'éviter la duplication des efforts et de présenter une image claire de leurs activités aux membres du forum.

Alors que certaines des suggestions peuvent représenter un défi en raison des ressources limitées, par exemple la mise en place de bureaux humanitaires diocésains et nationaux permanents avec du personnel désigné, il existe une opportunité pour la CA de suivre certaines des recommandations en s'assurant que son rôle de coordination ne perd pas de vue les forums de coordination internes. Pour commencer, CA peut avoir besoin de se concentrer sur la coordination humanitaire en s'assurant que toutes les urgences en cours ont un forum de coordination dès le début. Cela impliquerait de contacter les Caritas nationales dans les situations d'urgence respectives afin de les informer et de les soutenir en matière de coordination pendant une crise.

Actuellement, les réunions en face à face ne sont peut-être pas possibles en raison de la pandémie, mais les réunions virtuelles sont vivement encouragées. Comme suggéré par les membres, la réunion doit avoir un ordre du jour consensuel, partager les informations pertinentes, définir les points d'action et être capable de respecter le temps imparti pour éviter l'apathie des membres. Les réunions doivent être aussi courtes que possible et, lorsqu'elles sont virtuelles, il serait bon d'éviter le zoom limité à 40 minutes, si possible en achetant du temps supplémentaire ou en utilisant d'autres applications appropriées qui n'ont pas de limite de temps (Teams, etc.).

Il est également important que les CIMO qui financent soutiennent les engagements de CI en matière de localisation en allouant un pourcentage de leur soutien financier au renforcement des capacités de Caritas Africa et des Caritas nationales en matière de coordination des interventions d'urgence, notamment dans les pays à haut risque humanitaire.

Un autre domaine qui peut être exploré serait que les dirigeants des conférences diocésaines et épiscopales mettent de côté des fonds pour soutenir un bureau humanitaire afin d'assurer la continuité même lorsqu'un projet d'intervention d'urgence prend fin. Cela peut être fait au niveau de la zone avec le point focal de référence humanitaire qui en prend la charge. La pratique actuelle est qu'une fois un projet humanitaire terminé, le contrat du personnel prend fin et cela limite la capacité organisationnelle/institutionnelle à répondre aux catastrophes récurrentes. Il y a eu quelques idées et efforts timides pour essayer de mettre en place une capacité de pointe locale, y compris par l'inclusion du personnel des membres dans les groupes de travail techniques de CI, mais cela n'a pas été aussi fructueux qu'on l'espérait et est considéré comme appartenant à CI. Lors de la mise en place d'une capacité d'intervention régionale, il y a plusieurs questions pratiques qui doivent être réfléchies et résolues, en relation avec les contrats, les salaires, le devoir de diligence envers le membre du personnel déployé, aucune d'entre elles ne devrait être insurmontable mais toutes nécessitent une réflexion et une attention aux détails. En outre, si l'on s'engage à localiser et à renforcer les capacités, on peut envisager des détachements de partenaires locaux auprès des CIMO de financement, afin de donner au personnel humanitaire clé une expérience des systèmes des CIMO de financement, du plaidoyer, des relations avec les donateurs et des questions de conformité et de soutien technique.

En ce qui concerne la coordination avec les CIMO partenaires, il est instructif de réitérer la déclaration de la réunion des évêques de 34 pays de la région africaine qui se sont réunis à Kinshasa en novembre 2012 et qui ont déclaré entre autres que l'ouverture de bureaux dans les pays de la région par des organisations sœurs du Nord global pose

des problèmes lorsqu'elles viennent concurrencer les Caritas locales, ce qui les mine et les discrédite. La réunion a encouragé les conférences épiscopales à vérifier les protocoles d'accord existants afin de procéder aux ajustements nécessaires. Dans ce contexte, les CIMO de financement doivent assurer une bonne coordination avec les Caritas nationales, notamment en matière de partage d'informations. En ce qui concerne le soutien des Caritas nationales, les engagements sur la conférence des évêques à Dakar en septembre 2017 réitèrent la nécessité d'accorder plus d'attention à la migration et aux réfugiés en raison des crises politiques et des catastrophes nationales.

## 2.8.2 Coordination des CA

Pour évaluer la coordination de la CA, il a été demandé aux membres de classer le soutien qu'ils ont reçu des initiatives de la CA, telles que les projets ou les fonds de solidarité, les formations, etc. Il y avait un mélange de réponses ici aussi, avec 11 qui ont donné un score de 1 et 2, et 8 membres qui ont donné un score moyen (3). 11 membres ont obtenu un score supérieur à la moyenne (4 et 5). Cette question comptait 30 répondants, mais les pays étaient au nombre de 29 car deux départements du Malawi ont participé. Il est important de noter que 3 participants des pays francophones ont donné un score de 1 contre seulement 1 pour les pays anglophones. De même, 3 participants des pays anglophones ont donné un score de 5 alors qu'aucun participant des pays francophones n'a donné un score de 5. Il n'y avait que deux participants des pays lusophones et ils ont tous deux donné un score de 2.

Score par les CAMO de la coordination par Caritas Africa

1	1	3	
2	3	2	2
3	4	4	
4	5	3	
5	3		

Interrogés sur les défis rencontrés dans le cadre des programmes humanitaires, de nombreux membres (13/29) ont cité les ressources/le financement/la fluctuation des financements comme un défi majeur. Les fonds de base ont été identifiés comme le plus grand défi. Les membres ont demandé un soutien pour accéder à des fonds non affectés et des opportunités d'apprentissage/compétences pour construire et maintenir des fonds de base.

En ce qui concerne l'assistance technique, elle est disponible auprès de CI - le dernier exemple de ce type d'assistance a été l'évaluation de l'appel d'urgence pour le cyclone Idai, lorsque Caritas Ouganda et CRS ont fourni au personnel de Caritas Malawi une assistance technique pour mener à bien l'évaluation sous l'égide du groupe de travail technique de CI, mais il semble que les membres de CAMO ne profitent pas pleinement de cette assistance.

Cette question devrait être examinée plus en détail lors du forum humanitaire proposé par CA. D'autres défis ont été mentionnés, notamment la rotation du personnel, la capacité du personnel des programmes humanitaires, en particulier au niveau diocésain, le manque de coordination, les programmes humanitaires réactifs/dépendance vis-à-vis des donateurs, la lassitude des partenaires et le sous-financement de la réponse humanitaire.

Au cours des discussions avec les KII, il a été estimé que CA doit s'adapter aux dispositions de soutien à distance actuellement en raison de la pandémie et que les partenaires financiers de CIMO doivent participer et renforcer leur soutien à CA dans son programme humanitaire. En ce qui concerne le soutien apporté par CA, il a été recommandé de participer au programme humanitaire des membres, en particulier au plus fort de la crise, ne serait-ce que par une visite/un appel de solidarité. Un commentaire a été fait sur le fait que CA n'a pas été aussi visible que prévu lors de la crise Ebola en RDC. Il est important de mettre la solidarité entre les Africains au même niveau que celle des pays du Nord. Il est nécessaire d'avoir confiance les uns dans les autres.

### 2.8.3 Coordination des groupes sous l'égide de l'ONU

En ce qui concerne la question de la participation régulière à la coordination des groupes et à d'autres forums de coordination dirigés par les Nations Unies (groupe de travail inter-agences, WASH Cluster/WESCOORD, Cluster Santé et Nutrition, etc.), 19 des 30 personnes interrogées ont répondu par l'affirmative. Les membres ont énuméré leur participation comme suit : Soumission des 5Ws mensuels (Qui, quoi, où, quand, qui) au cluster/secteur concerné, développement du Plan de Réponse Humanitaire (HRP), partage d'informations, évaluation et analyse conjointe du secteur/cluster, dans les domaines de la prise en charge des réfugiés, de la sécurité alimentaire, de la prise en charge des enfants orphelins et vulnérables, du WASH et de la prévention et gestion du VIH.

Les autres participations comprennent le partage de plans, le partage et l'apprentissage des meilleures pratiques des autres partenaires, la participation à des réunions par l'intermédiaire de personnes focales désignées et le partage en retour, la participation à des consortiums créés, la participation à des groupes industriels qui se réunissent régulièrement, la participation à des formations en ligne, la participation au processus et au développement du plan d'urgence interagences et national, la participation à des réunions de planification et d'évaluation, l'échange d'informations, des présentations publiques et des visites de vérification. Deux membres ont cependant déclaré qu'ils n'étaient pas invités dans le passé, mais l'un d'entre eux a dit qu'après COVID-19, ils ont pu participer à des formations en ligne sous la direction de l'ONU par le biais de CA ou CI. Un autre membre estime que la coordination se limite à l'information sur ce que font les partenaires. Aucun effort n'est fait pour consolider les contributions apportées par les partenaires et il est donc difficile d'évaluer l'impact au niveau national. La disponibilité du personnel a été mentionnée comme un obstacle à la participation à la réunion externe, car certains bureaux travaillent avec un nombre minimum d'employés.

Cependant, certains obstacles ont été mentionnés comme limitant la capacité à participer aux forums externes du Cluster dirigés par l'ONU, à savoir : des décisions prises d'en haut et, dans certains endroits, des réunions non régulières et particulièrement incohérentes au niveau local. Manque d'informations régulières, parfois la participation est limitée. Ne pas faire partie du HCT. Un membre a déclaré qu'il peut y avoir une concentration excessive sur les réunions destinées à la planification et à la coordination et une concentration moindre sur l'impact au niveau de la communauté et sur la manière dont les partenaires de mise en œuvre soutiennent les personnes vulnérables. Parfois, l'approche en silo où les partenaires sont affectés à des zones peut également empêcher une action efficace, car les communautés affectées peuvent ne pas être aussi familières ou ouvertes au partenaire qui leur est adressé. Une personne interrogée a déclaré que dans certains cas, il y a beaucoup de choses qui n'ont rien à voir avec l'effort humanitaire et trop de politique dans le système des Nations Unies, ce qui rend difficile de tirer profit des forums, mais cela reste à prouver. Certains membres ont déclaré que la langue utilisée est l'anglais, ce qui limite la participation car certains membres du personnel qui participent ne comprennent pas l'anglais.

Le forum est dominé par les organes de l'ONU et la voix des ONG locales n'est pas très amplifiée.

Un autre membre a déclaré que, d'après son expérience, lorsqu'il y a une crise d'urgence, les agences des Nations Unies et les ONG internationales, qui disposent de fonds considérables, ont plus de possibilités. Les ONG locales comme Caritas, qui ont une expérience adéquate de la crise, sont exclues des partenaires de mise en œuvre et la direction est considérée comme ne valorisant pas l'expérience et l'expertise des acteurs locaux.

Pour ceux qui sont sélectionnés pour bénéficier d'un financement ou être membres de la coordination des clusters, le sentiment général est que le processus de sélection n'est pas transparent. Certains pensent qu'il y a une faiblesse interne qui n'a rien à voir avec les systèmes des Nations Unies, les partenaires manquant d'informations pertinentes à partager avec les autres acteurs, ce qui peut être attribué à une mauvaise collecte d'informations et de données auprès de la Caritas diocésaine. Il y a également un manque de capacité/ressources pour signer des actions à grande échelle.

Lors des entretiens individuels avec les sympathisants et les membres clés des CAMO, ainsi que lors d'une réunion virtuelle avec les directeurs pour discuter des premiers résultats, il a été convenu que les CAMO doivent prendre certaines mesures pour améliorer l'accès aux fonds communs des Nations Unies. Les questions clés mentionnées comprennent l'établissement de relations et la création de liens avec les systèmes de clusters des Nations Unies et d'autres forums inter-agences, ainsi que la nécessité d'être plus présent et plus visible. Il a également été estimé qu'il était nécessaire de développer une stratégie de financement avec le soutien des partenaires de financement



de CIMO et d'être en mesure de démontrer une utilisation transparente des fonds. Il est important de mettre Caritas dans une position où l'organisation peut influencer les agendas au niveau du cluster, en s'appuyant sur notre expérience, notre portée et notre expertise. Il a cependant été noté que Caritas doit être bien préparée, avec des données/informations de qualité (provenant du Diocèse), être claire sur les domaines d'intervention et être consciente de la niche et des forces des membres (positionnement stratégique). En outre, Caritas doit être bien équipée en matière de surveillance et disposer d'un EP&RP à jour.

Il est important de noter que malgré les défis mentionnés par les membres concernant la participation aux forums clusters, plusieurs d'entre eux ont reçu des financements du système Cluster, ayant participé à des Plans de Réponse Humanitaire (PRH). Ils ont également reçu d'autres financements bilatéraux de la part des acteurs des Nations unies. Ces membres comprennent Caritas Nigeria, qui a obtenu un financement pour une intervention en matière de sécurité alimentaire, le Sénégal, par le biais de sa participation au cluster sécurité alimentaire, a accédé au fonds européen "nourriture pour le travail", Caritas Congo (RDC), par le biais de sa participation au HRP, a obtenu un financement pour améliorer la rapidité (surveillance) de l'intervention humanitaire - un projet de formation pour les gardes de sécurité - et Caritas Congo (Brazzaville) a obtenu un financement pour développer la veille humanitaire (surveillance) par le biais des GTS protection et abris.

D'autres acteurs des Nations Unies ont reçu des fonds, notamment Caritas Eswatini, qui a déjà reçu des fonds de la FAO, du PAM et de l'UNICEF pour son intervention en matière de sécurité alimentaire et d'eau dans le cadre de son programme axé sur les droits des enfants, des réfugiés et des communautés rurales les plus menacées. Caritas Côte d'Ivoire a indiqué que l'un de ses diocèses a reçu un financement de l'UNICEF pour COVID-19 grâce à sa participation à un forum inter-agences présidé par le ministre de la solidarité et le coordinateur résident des Nations Unies. Le Cameroun a participé à des évaluations inter-agences et à l'identification des bénéficiaires, tandis que Caritas Angola, en collaboration avec le PNUD, le gouvernement et d'autres acteurs de la société civile, travaille sur un plan d'intervention communautaire pour combattre le COVID-19 dans la province de Luanda, et l'un des objectifs de cette collaboration est de faciliter la collecte de fonds au niveau international.

## **2.9 Initiatives de renforcement des capacités**

### **2.9.1 Bilan des formations dispensées en 2017**

Avec le soutien de CI, CAFOD, CRS et d'autres organisations de financement catholiques, Caritas Africa a organisé plusieurs formations depuis 2017 à ce jour, visant à renforcer les capacités des membres en matière de préparation et d'intervention d'urgence et de gestion des volontaires, de communication, de mobilisation des ressources, de gestion des risques de catastrophe, de gestion et de normes de programme, (par le biais de formations sur les CIMS (normes de gestion de CI), les normes humanitaires fondamentales et les normes Sphère), et les thèmes transversaux de la protection et de la sauvegarde. 124 membres du personnel des CAMO de toute la Région Afrique ont été formés. Parmi les personnes formées, 21 ont depuis quitté leur organisation, ce qui représente 17% des personnes formées. De nombreux membres du personnel ont été formés en 2017 et cela représente également le plus grand nombre de membres du personnel qui ont quitté. En dehors des formations de la CA, la réponse à l'enquête a donné des preuves d'autres formations que les membres ont reçues au cours de la même période. Il s'agit notamment du plaidoyer humanitaire, de la responsabilité, de l'accès sécurisé et de la dignité avec inclusion (SADI), de la logistique humanitaire, de la sécurité, des droits humanitaires et de l'éthique.

Lors des entretiens avec les partenaires et certains membres des CAMO, il a été rapporté que les demandes de soutien émanant des CAMO tournent autour de la collecte de fonds, de la rédaction de propositions et du renforcement des capacités organisationnelles. Plusieurs CAMO ont également mentionné ces besoins dans leurs réponses à l'enquête. Les CAMO ont besoin d'une formation sur la collecte de fonds au niveau local, ce qui permettra de mettre en place des mécanismes appropriés à cet effet.

## Les détails des formations réalisées de janvier 2017 à ce jour sont les suivants:

### 2017

- Préparation et réponse aux urgences, Boîte à outils et Protocole de CI par Aloysius John et Alessandra Arcidiacono de Caritas Internationalis du 26 au 30 Mai 2017 à Nairobi, Kenya et du 03 au 08 juillet 2017 à Grand-Bassam, Côte d'Ivoire.
- Formation en communication, par Patrick Nicholson & Francesca Frezza de Caritas Internationalis et Jacques Dinan de Caritas Africa, à Nairobi, Kenya.
- Mobilisation des ressources, par Nigel Wallace, de Caritas Internationalis et M. Mike MUCHILWA, Consultant de Kenya Association of Fundraising Professionals (KAFP), à Nairobi, Kenya.

### 2018

- Boîte à outils et Protocole de CI Toolkit et préparation aux situations d'urgence et gestion des volontaires - Projet PEOPLE du 19 au 20 Novembre 2018 par Cassie Dummett, Samba Fall, Gill Price, à Lomé au Togo
- Mobilisation des ressources par Jacob Winter de Caritas Internationalis et M. Mike MUCHILWA, Consultant de Kenya Association of Fundraising Professionals (KAFP), à Nairobi, Kenya

### 2019

- Formation de formateurs sur les normes de gestion de Caritas Internationalis, par Aloysius John et Moira Monacelli de Caritas Internationalis, à Nairobi au Kenya.
- Boîte à outils et Protocoles de CI pour les interventions d'urgence par Irene Broz de CI et Samba Fall secondé à Caritas Africa par CRS, du 11 au 13 Avril 2019 (Projet RECHANGE), à Lomé au Togo.
- Normes humanitaires de base (CHS et Projet SPHERE) par Boniface Nakwagelewi de Caritas Congo ASBL, du 15 au 17 Avril 2019 (RECHANGE), à Lomé au Togo.
- Transfert monétaire (programme CASH) par Kassoum Ouattara de CRS Burkina et Sebastian Deschamps de Caritas Belgium du 02 au 06 Septembre 2019.
- Protection croisée et politique de sauvegarde par Bruce LUABA (CRS) et Imogen Pickett (Consultante Indépendante) du 09 au 11 Septembre 2019 (RECHANGE), à Kinshasa, RDC.
- Gestion des volontaires par Nha Truc (Caritas Vlaanderen) du 14 au 18 Octobre 2019, à Brazzaville, Congo

### 2020

- Echange et planification pour la gestion des risques de catastrophes par SHOLL Pierre Grégoire, Consultant, du 10 au 12 février

## 2.10 Équipe régionale d'intervention

La question d'une équipe d'intervention régionale a été discutée lors des KII avec les supporteurs et le personnel sélectionné des CAMO. Il a été reconnu qu'une équipe d'intervention locale serait une excellente idée, car ses membres connaîtraient bien la région pour avoir travaillé dans des catastrophes similaires. Il a également été estimé qu'il est utile de promouvoir le soutien entre pairs et qu'il serait bon de créer un groupe de travail comme celui de CI. Il s'agirait d'un groupe de techniciens locaux qui pourraient se déplacer pour apporter leur soutien dans des domaines tels que l'argent liquide, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la sécurité alimentaire, la gestion financière, les rapports financiers et les rapports de projet, car les capacités sont énormes, dans les pays anglophones, francophones et lusophones. Une cartographie des compétences humanitaires du personnel et de leur localisation devrait être établie. Certains ont dit que les équipes de crise pourraient être établies dans les zones et travailler en coordination avec la CA. Ce point a été corroboré par une personne interrogée. Les CIMO pourraient assumer le rôle de financement. Les conférences épiscopales n'ont peut-être pas la capacité de financer les CIMO, qui sont actuellement en difficulté, et la situation financière des CIMO sœurs pourrait empirer avant de s'améliorer.

Il y avait également un sentiment qu'au lieu d'avoir sa propre équipe de choc, CA pourrait travailler avec la coordination de CI et les groupes de travail sectoriels puisqu'il y a une opportunité d'encourager le personnel qualifié des régions à rejoindre les SWG de CI qui ont déjà été élargis en trois catégories (ressources, déployables, associés (membres émergents)).

Pour que cet arrangement réussisse, il a été estimé qu'il y aurait un grand besoin de financement des CIMOs pour s'engager à soutenir la coordination de CI et les SWGs puisqu'ils représentent une grande opportunité de croissance pour CA et les autres régions. Le personnel humanitaire et les groupes de référence de CA/CAMO peuvent recevoir un soutien à distance de CI, y compris des formations en ligne et des activités conjointes (les activités conjointes précédentes menées par les GTS comprennent une simulation d'évaluation des besoins aux Philippines et une évaluation conjointe de la réponse au cyclone IDAI au Malawi). Pour qu'une équipe régionale de renfort soit envisagée, il est important de s'assurer qu'elle ne fait pas double emploi avec le travail de renfort de CI (coordination et groupes de travail sectoriels) et elle doit être liée à CI pour un soutien technique dans le renforcement de ses capacités. CA doit identifier les candidats potentiels, les ressources dont elle a besoin, les possibilités de travailler avec les groupes de travail de CI et la possibilité de s'engager à distance.

Dans le passé, Caritas Africa avait mis en place une équipe humanitaire pour soutenir le secrétariat dans son travail humanitaire. Cette équipe a été sélectionnée parmi le personnel des CAMO ayant des compétences en matière de travail humanitaire. L'équipe a été rejointe par des CIMOs de financement pour le partage des compétences et le soutien pendant ses réunions. Alors que la dernière équipe devait se réunir chaque année, elle ne s'est réunie que deux fois, lors du lancement et au cours des deux années suivantes, en raison de contraintes financières. Le mandat de l'équipe s'est déroulé de 2016 à 2019. Bien que cette équipe ait eu un plan général, elle n'a pas développé sa propre stratégie. À la fin du mandat, il n'y a pas eu d'évaluation de ses performances, de sorte que peu d'enseignements en ont été tirés. Une nouvelle équipe est en cours de recrutement et sera en place jusqu'en 2023, ce qui coïncidera avec la fin du cadre stratégique actuel de CA (Caritas Africa). Les personnes interrogées dans le cadre des KII (Key Informant Interviews) ont fait remarquer que, puisque CA s'appuie sur le groupe de référence humanitaire pour son travail humanitaire, il convient de sélectionner les bonnes personnes dotées de compétences pertinentes pour ce groupe et il est important de maintenir le groupe engagé et connecté aux groupes de travail de CI.

Les CAMO peuvent également avoir besoin de se demander si le groupe de référence a apporté une valeur ajoutée au travail humanitaire. Cela peut être fait par le biais d'une évaluation à la fin de son mandat. Le groupe initial a été créé comme un forum de réflexion, d'analyse et d'action. Il comprenait des CIMO de financement qui jouent un rôle important dans le travail humanitaire. L'équipe était composée de professionnels. Les orientations concernant les forums Caritas nationaux ont été prises lors de la réunion de l'équipe humanitaire. Pour le nouveau groupe de référence, il a été recommandé de mettre à jour ses termes de référence afin de refléter la situation actuelle. Le groupe doit se mettre d'accord sur la manière de travailler collectivement en cas d'urgence. Pour combler certaines lacunes, il a été recommandé de créer des équipes d'experts en matière d'urgence dans les zones en tenant compte des risques majeurs qui existent dans ces zones. Ces équipes pourraient intervenir dans différentes zones en fonction des besoins.

## 3. Recommandations

### 3.1 Au Secrétariat régional de Caritas Africa

- Initier l'apprentissage à partir du travail des membres sur le travail sur COVID-19.

Réunir les membres pour discuter des questions clés autour du travail humanitaire de Caritas. La réunion peut se tenir initialement de manière virtuelle et plus tard en face à face lorsque la pandémie de COVID-19 sera contrôlée. Les membres ont exprimé ce qu'ils aimeraient voir discuter dans un tel forum, le premier de ce genre. Les recommandations de ce rapport ainsi qu'une évaluation précédente intitulée «Le rôle des régions dans l'amélioration de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence - Recommandations pour Caritas Internationalis basées sur des entretiens et des études de cas» par Chloe Colchester et Cassandra Dummett doivent être discutées, les priorités convenues ainsi que les stratégies pour les atteindre.

#### Sujets de discussion énumérés par les membres :

- Collecte de fonds, défis et solutions possibles, mobilisation des ressources locales, innovation dans la collecte de fonds, fonds de base durables pour les opérations et les programmes humanitaires. Types et formes de collaboration, en particulier dans la mobilisation des ressources (en interne au sein de la confédération et en externe avec des donateurs potentiels : ECHO, USAID etc., mobilisation des ressources suite à la pandémie).
  - Agroécologie et réponse aux effets des catastrophes naturelles.
  - Amélioration de la coordination, du partenariat et de la coordination entre les pays.
  - Comment intégrer les tendances du financement humanitaire dans la conception du travail.
  - Procédures et pratiques uniformes.
  - Genre et développement - accès à la terre.
  - Équipe de choc comprenant des équipes zonales et un bureau au niveau zonal.
  - Amélioration de la communication.
  - RRC, EP&R et récupération post-catastrophe.
  - Partage d'expérience entre les membres d'une même zone.
- Cartographier et classer par ordre de priorité les pays à haut risque (on peut utiliser le rapport d'analyse de risque inter-agences INFORM, bien que d'autres facteurs doivent être pris en compte) pour les soutenir dans la préparation aux urgences et les plans de réponse par le biais de formations et d'un suivi, et rappeler aux membres les plans périmés. Cela nécessiterait que le CA garde un œil sur les principales initiatives des bureaux nationaux prioritaires.
  - Faciliter la consolidation de l'apprentissage des CAMO qui ont obtenu un financement commun de l'OCHA et un financement bilatéral des agences de l'ONU.
  - Rejoindre les membres qui ont donné des notes faibles aux questions concernant les Forums Caritas et le soutien fourni par CA. Cela donnera l'occasion de les interroger davantage sur le soutien dont ils ont besoin.
  - Contacter les membres au début des situations d'urgence afin de comprendre la crise pour la partager avec des supporteurs potentiels.
  - Déterminer pourquoi certains membres dans les pays HRP ne participent pas aux forums humanitaires dirigés par l'ONU/OCHA et le soutien dont ils peuvent avoir besoin pour y participer.

### 3.2 Aux organisations membres de Caritas Africa

- S'efforcer de participer davantage aux forums de clusters dirigés par l'ONU/le HRP et bilatéralement avec les différents organes de l'ONU. Il y a eu un succès remarquable avec 6 CAMO qui ont déclaré avoir reçu un financement par le biais du HRP et des agences des Nations Unies. Deux pays ont déclaré avoir participé à des efforts conjoints entre agences, bien qu'ils n'aient pas reçu de financement. En général, lorsqu'une organisation reçoit un financement externe, c'est un indicateur d'une capacité robuste, d'une bonne programmation et de l'obtention de résultats, ce qui donne l'occasion aux membres d'être plus compétitifs dans l'accès aux ressources externes.



- Plusieurs membres ont mentionné que c'est une bonne pratique d'identifier le personnel clé pour assister aux réunions inter-agences et faire un rapport. En outre, il a également été estimé que le personnel doit être bien préparé et doit maîtriser les concepts de l'ordre du jour à discuter. On s'inquiète du fait que les données des Caritas Diocésaines ne sont pas toujours disponibles et que cette question interne doit être examinée.
- Certaines Caritas nationales d'Afrique entretiennent des relations étroites avec les agences des Nations Unies, le PAM, le HCR, etc. Ces agences des Nations Unies sont en train de se décentraliser, en particulier le HCR. Il est possible de s'engager davantage avec ces organisations régionales des Nations Unies pour discuter des préoccupations et des intérêts communs, et cela permet de mieux les impliquer dans les discussions concernant le financement des coûts indirects, le renforcement des capacités, le partage des risques, etc.
- Cartographie et mise à jour du travail humanitaire des membres diocésains, même pour le soutien qu'ils ont obtenu indépendamment. Les Caritas nationales doivent être bien préparées pour les forums interagences et Caritas avec les données des Caritas diocésaines.

### 3.3 Aux CIMO Soutenant Caritas Africa

- En ce qui concerne la montée en puissance, soutenir la coordination et les groupes de travail de CI, car ils sont considérés comme une ressource importante pour CA et les autres régions, en particulier avec l'élargissement prochain de l'adhésion. CA doit aligner sa structure de coordination humanitaire avec les groupes de crise de CI.
- Soutien au poste proposé de responsable humanitaire. Ce poste est vacant depuis longtemps en raison d'un manque de fonds. Cela permettra à CA de renforcer son rôle de coordination du travail humanitaire en Afrique, notamment en ce qui concerne l'atténuation et la préparation aux situations d'urgence, par le biais de formations et de simulations, le cas échéant.

### 3.4 Au Secrétariat général de IC

- La coordination interne a été mentionnée à plusieurs reprises comme un problème à la fois dans les forums des Caritas nationales et entre les Caritas Diocésaines et les Caritas nationales. Travailler avec les CA, former les Caritas nationales à la présidence des réunions et à la manière de rendre les réunions efficaces (y compris les réunions virtuelles). S'assurer que les protocoles d'urgence pendant une intervention sont bien coordonnés. Diffuser les leçons apprises des pays qui ont bien réussi dans la coordination.
- Le personnel de CI qui coordonne les différentes zones en Afrique doit coordonner ses activités avec les membres de l'équipe de référence humanitaire de la zone. Caritas Africa doit fournir la liste des membres du groupe de référence à CI.

## 4. Conclusion

Alors que CA tient à une programmation humanitaire de qualité pour la région, son travail est entravé par le manque de financement et de capacité. Bien que CA ait bénéficié de déploiements de CIMO soutenant le département humanitaire, il est important qu'un responsable humanitaire à plein temps soit nommé pour mener à bien la tâche importante de coordination du travail humanitaire dans la région africaine avec le soutien du groupe de référence humanitaire. Cela ne peut être réalisé qu'avec l'adhésion des principaux partisans. En outre, les CA/CAMO ont besoin d'une méthode innovante de collecte de fonds, d'établir des relations avec les donateurs pour la mobilisation des ressources et de mettre en place des mécanismes pour renforcer les fonds d'urgence. L'AC doit être habilitée à mener à bien son mandat. Il est nécessaire de s'appuyer sur le renforcement des capacités réalisé entre 2017 et aujourd'hui, de renforcer la structure de coordination de l'AC et de l'aligner sur le programme d'urgence de CI.

Certaines des recommandations de ce rapport reflètent les recommandations du rapport «le rôle des régions dans l'amélioration de la préparation et de l'intervention en cas d'urgence Recommandations pour Caritas Internationalis basées sur des entretiens et des études de cas» de Chloe Colchester et Cassandra Dummett (date non précisée mais cite des documents de 2016). Le rapport note que les secrétariats régionaux et généraux ont certaines responsabilités partagées qui s'appliquent toujours : par exemple, la promotion des documents et procédures clés de CI, et ils se soutiendront mutuellement dans ces responsabilités. Il note cependant que le rôle de la région doit être léger et non interventionniste, ce qui peut permettre au secrétariat régional d'avoir un impact positif avec des ressources limitées. Le rôle de la région est d'établir des liens et de faciliter les choses. Cependant, à mon avis, ce rôle devrait permettre une bonne coordination et une complémentarité avec le mandat de CI. Il est important que CA réexamine les recommandations du rapport Chloé/Cassandra ainsi que ce rapport de cartographie afin d'obtenir des conseils sur la façon de jouer son rôle de manière optimale.

